



CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTÉGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE
BEGROTING

mercredi

woensdag

22-11-2006

22-11-2006

Matin

Voormiddag

<i>cdH</i>	<i>centre démocrate Humaniste</i>
<i>CD&V</i>	<i>Christen-Democratisch en Vlaams</i>
<i>ECOLO</i>	<i>Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
<i>FN</i>	<i>Front National</i>
<i>MR</i>	<i>Mouvement réformateur</i>
<i>N-VA</i>	<i>Nieuw-Vlaamse Alliantie</i>
<i>PS</i>	<i>Parti socialiste</i>
<i>sp.a-spirit</i>	<i>Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht</i>
<i>Vlaams Belang</i>	<i>Vlaams Belang</i>
<i>VLD</i>	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>

<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>	
<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif</i>	<i>DOC 51 0000/000</i>	<i>Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer</i>
<i>QRVA</i>	<i>Questions et Réponses écrites</i>	<i>QRVA</i>	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>
<i>CRIV</i>	<i>version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)</i>	<i>CRIV</i>	<i>voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)</i>
<i>CRABV</i>	<i>Compte Rendu Analytique (couverture bleue)</i>	<i>CRABV</i>	<i>Beknopt Verslag (blauwe kaft)</i>
<i>CRIV</i>	<i>Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)</i>	<i>CRIV</i>	<i>Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)</i>
<i>PLEN</i>	<i>séance plénière</i>	<i>PLEN</i>	<i>Plenum</i>
<i>COM</i>	<i>réunion de commission</i>	<i>COM</i>	<i>Commissievergadering</i>
<i>MOT</i>	<i>motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)</i>	<i>MOT</i>	<i>moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)</i>

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>	<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>
<i>Commandes :</i>	<i>Bestellingen :</i>
<i>Place de la Nation 2</i>	<i>Natieplein 2</i>
<i>1008 Bruxelles</i>	<i>1008 Brussel</i>
<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.laChambre.be</i>	<i>www.deKamer.be</i>
<i>e-mail : publications@laChambre.be</i>	<i>e-mail : publicaties@deKamer.be</i>

SOMMAIRE

Question de M. Jean-Jacques Viseur à la vice-
première ministre et ministre du Budget et de la
Protection de la consommation sur "la position
débitrice de certains fonds
budgétaires" (n° 13063)

Orateurs: **Jean-Jacques Viseur, Freya Van
den Bossche**, vice-première ministre et
ministre du Budget et de la Protection de la
consommation

INHOUD

Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de
vice-eerste minister en minister van Begroting en
Consumentenzaken over "de debetstand van
sommige begrotingsfondsen" (nr. 13063)

Sprekers: **Jean-Jacques Viseur, Freya Van
den Bossche**, vice-eerste minister en minister
van Begroting en Consumentenzaken

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

du

van

MERCREDI 22 NOVEMBRE 2006

WOENSDAG 22 NOVEMBER 2006

Matin

Voormiddag

La séance est ouverte à 10.26 heures et présidée par M. François-Xavier de Donnea.
De vergadering wordt geopend om 10.26 uur en voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

01 Question de M. Jean-Jacques Viseur à la vice-première ministre et ministre du Budget et de la Protection de la consommation sur "la position débitrice de certains fonds budgétaires" (n° 13063)

01 Vraag van de heer Jean-Jacques Viseur aan de vice-eerste minister en minister van Begroting en Consumentenzaken over "de debetstand van sommige begrotingsfondsen" (nr. 13063)

01.01 Jean-Jacques Viseur (cdH): Monsieur le président, je vous demande tout d'abord de bien vouloir excuser mon retard.

Monsieur le président, madame la ministre, à la lecture du 163^{ème} rapport de la Cour des comptes, il apparaît que toute une série de fonds budgétaires sont en position débitrice, et ont donc un solde négatif. Il s'agit:

- du Fonds des créances alimentaires, en position débitrice de 2 millions d'euros;
- du Fonds social européen, en position débitrice de 3 millions d'euros;
- du Fonds d'économie sociale, en position débitrice de 5 millions d'euros.

Il apparaît à la lecture du rapport de la Cour des comptes que la position débitrice de ces fonds est la conséquence directe de leur surplus de dépenses par rapport à leurs recettes. Les recettes budgétaires destinées à ces fonds n'étant pas structurellement suffisantes, les soldes négatifs sont appelés à se creuser.

Jusqu'à présent, la seule solution trouvée par le gouvernement a été d'autoriser des soldes négatifs de plus en plus importants.

Mes questions sont les suivantes:

1. Confirmez-vous les informations données par la Cour des comptes?
2. Comptez-vous alimenter ces fonds budgétaires de manière structurelle en 2007?
3. Si oui, par quels moyens budgétaires?

01.02 Freya Van den Bossche, ministre: Monsieur le président, monsieur Viseur, en raison du manque d'un aperçu de la base annuelle et du fait qu'il convient aussi d'analyser l'impact budgétaire sur une base structurelle concernant le personnel, les méthodes de recouvrement et la structure des dépenses et revenus, le

01.01 Jean-Jacques Viseur (cdH): In het 163^{ste} boek van het Rekenhof staat te lezen dat het Fonds betreffende de betaling van de voorschotten inzake de alimentatievorderingen, het Belgisch Europees Sociaal Fonds en het Fonds voor Sociale Economie een debettoestand vertonen, respectievelijk van 2, 3 en 5 miljoen euro, en zulks als rechtstreeks gevolg van het feit dat uitgaven van die fondsen hoger liggen dan de toegewezen ontvangsten. Die negatieve saldi zullen bovendien groter worden.

Tot dusver heeft de regering er niets anders op gevonden dan almaar oplopende negatieve saldi toe te staan.

Bevestigt u wat het Rekenhof daarover schrijft? Zal u die begrotingsfondsen in 2007 op een structurele manier spijzen? Zo ja, met welke begrotingsmiddelen?

01.02 Minister Freya Van den Bossche: Met betrekking tot het Fonds betreffende de betaling van de voorschotten inzake de alimentatievorderingen heeft de

gouvernement a décidé qu'entre-temps la disposition légale 2/18/6 était conservée. À titre d'exemple, la Cour des comptes fait remarquer que les revenus laissent entrevoir une augmentation. Les estimations sont donc assez prudentes vu les incertitudes existantes. Cela signifie que, pendant le contrôle budgétaire 2007, nous pourrions évaluer tous ces aspects, y compris une décision à propos de la manière de financer structurellement ces dépenses du Fonds des créances alimentaires.

En ce qui concerne le Fonds social européen et le Fonds de l'économie sociale pour 2007, la Cour des comptes fait observer en particulier que l'État fédéral a inscrit une augmentation des revenus en même temps qu'une augmentation de la position débitrice. La Cour des comptes conclut que: "Eu égard à la problématique exposée ci-dessus, il convient de formuler une certaine réserve quant à l'estimation de cette recette". L'État fédéral a inscrit des crédits en tenant compte du fait que nous sommes exposés à certains risques, notamment le non-paiement de la part de la Commission européenne. Concrètement, nous avons inscrit une augmentation des crédits, en y incluant les montants qui n'étaient pas versés à la Belgique à la suite des problèmes concernant l'audit que l'Europe a réalisé sur l'année 2006.

Toutefois, nous pouvons toujours estimer que ces revenus peuvent être perçus en 2007. Les ministres concernés et leurs administrations se sont engagés à tout faire pour remplir les conditions imposées par l'Europe en matière de modalités de contrôle des services européens.

Par ailleurs, nous avons inscrit ces mêmes montants en tant qu'augmentation de la position débitrice. Je le répète, l'État fédéral reste très prudent. Si les revenus ne se réalisent pas, on ne peut pas hypothéquer l'exécution de la nouvelle période de programmation 2007-2013.

En conclusion, je confirme que l'État fédéral a été assez prudent et a formulé une certaine réserve quant à l'estimation de ces recettes. Autrement dit, si nous n'avions pas inscrit la possibilité d'obtenir ces revenus en 2006, on nous aurait rétorqué que nous avons laissé tomber la perception de ces recettes budgétaires. Et si nous n'avions pas inscrit une augmentation de la position débitrice, on nous aurait rétorqué qu'il n'était pas certain que nous obtenions ces revenus.

01.03 Jean-Jacques Viseur (cdH): Madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse. La semaine dernière, vous avez répondu à nos préoccupations concernant le projet Fedcom. Aussi ne poserai-je pas la question suivante. Toutefois, on constate que, sur le plan comptable, l'État belge ne procède pas de façon régulière. Prenons le cas du Fonds des créances alimentaires. Il est certain que sa position débitrice ne fera que croître. Si l'État belge était une entreprise privée, l'on provisionnerait certainement à due concurrence à ce niveau.

En ce qui concerne le Fonds social européen et le Fonds d'économie sociale, vous arguez que si on augmentait uniquement leur position débitrice, on nous reprocherait de ne pas être capables de récupérer

regering, gelet op het ontbreken van een jaaroverzicht en op het feit dat ook de weerslag op de begroting op structurele basis moet worden geanalyseerd, beslist de wetsbepaling 2/18/6 intussen te handhaven. Tijdens de begrotingscontrole van 2007 zullen wij al die aspecten kunnen analyseren en een beslissing nemen.

Wat het Belgisch Europees Sociaal Fonds en het Fonds voor Sociale Economie betreft, wijst het Rekenhof voor 2007 op de budgettering van hogere inkomsten terwijl tegelijkertijd ook de debettoestand vergroot. Wij hebben rekening gehouden met een mogelijke niet-betaling door de Europese Commissie wegens de problemen die de voor 2006 verrichte audit heeft opgeworpen. Het zou kunnen dat die inkomsten in 2007 worden geïnd, aangezien de betrokken ministers en hun administraties beloofd hebben alles in het werk te zullen stellen om aan de door de Europese autoriteiten opgelegde voorwaarden te voldoen, maar wij zijn zeer voorzichtig gebleven. Indien wij die mogelijke inkomsten in 2006 niet hadden gebudgetteerd, zou men ons verweten hebben dat wij van de inning van die inkomsten hadden afgezien. En indien wij geen hogere debettoestand hadden gebudgetteerd, zou men ons voor de voeten hebben gegooid dat het niet zeker was dat wij die inkomsten zouden ontvangen.

01.03 Jean-Jacques Viseur (cdH): Op boekhoudkundig vlak houdt de Staat zich niet aan de regels.

Het staat vast dat de debettoestand van het Fonds met betrekking tot de betaling van de voorschotten inzake de alimentatievorderingen alleen maar zal oplopen. Mocht de Belgische Staat een privébedrijf zijn, zou men zeker voor eenzelfde

des montants aléatoires, puisque la mesure dépend quand même des suites de l'audit qui a été réalisé.

De ce qui précède, je déduis qu'aussi longtemps que nous n'appliquerons pas la loi concernant Fedcom et que nous n'aurons pas une comptabilité meilleure, qui vaut comme traduction, comme photo de la réalité budgétaire, nous obtiendrons des approximations de ce type qui sont tout sauf une évaluation précise des droits et obligations gérés par l'État.

bedrag provisies aanleggen. Daaruit en uit de manier waarop beslist werd tot de inschrijvingen voor het Belgisch Europees Sociaal Fonds en het Fonds voor Sociale Economie over te gaan, leid ik af dat zolang wij de "Fedcom"-wet niet zullen toepassen, wij slechts over vage gegevens zullen beschikken, wat betekent dat de door de Staat beheerde rechten en verplichtingen helemaal niet op nauwkeurige wijze worden geraamd.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Nous devons maintenant attendre que le quorum soit atteint.

M. Viseur m'a fait savoir qu'il ne souhaitait pas poser sa deuxième question. Sa question n° 13064 est donc retirée.

01.04 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Monsieur le président, la semaine dernière, la ministre a répondu à des interpellations et questions jointes sur le sujet (n^{os} 968, 971, 969 et 13025). Des perspectives ont alors été ouvertes, notamment par M. Van Biesen. Je me contente actuellement de ces réponses.

01.04 **Jean-Jacques Viseur** (cdH): Ja, mijnheer de voorzitter, de heer Reynders heeft dienaangaande vorige week geantwoord en er werden toen perspectieven geopend, onder meer door de heer Van Biesen; ik neem momenteel genoeg met die antwoorden.

La discussion des questions et interpellations se termine à 10.33 heures.

De bespreking van de vragen en interpellaties eindigt om 10.33 uur.